Dialogue Etat/islam : grand retour de l'UOIF, Al Kanz, le CCIF et de l'UAM93 à la place Beauvau

15/06/2015 à 8h13

Le casting des 150 personnalités conviées ce lundi au ministère de l'Intérieur, pour dialoguer sur les sujets chauds de l'islam de France, n'a pas été évident.



Un peu comme pour un mariage, la liste des invités n'a pas été évidente à dresser. «Chaque nom a été soupesé», reconnait-on dans l'entourage du ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve. Comment les 150 personnalités qui planchent, ce lundi, sur les dossiers chauds de l'islam de France ont-elles été choisies ? Une combinaison d'un souci d'ouverture et d'un subtil dosage entre tendances. Mais, main sur le cœur, on

jure, place Beauvau, là où s'est mitonnée la chose, que l'Etat ne s'est pas immiscé dans les affaires du culte, conformément à la loi de séparation des Eglises et de l'Etat.
Ici ou là, l'affaire devrait bien allumer quelques polémiques. Mais sans doute pas trop parmi les musulmans. **«On sort enfin des clans», s'enthousiasme M'Hamed Henniche, le secrétaire général de l'UAM-93 (Union des associations musulmanes de Seine-Saint-Denis). Très bien implanté dans ce qui est le premier département musulman de France, ce dernier, suspect de connivences salafistes …**
De façon assez surprenante, **l'entourage de Cazeneuve a poussé l'audace jusqu'à inviter Fateh Kimouche, le fondateur d'Al-Kanz, un site très fréquenté. Connu pour ses positions religieuses ultrarigoristes**, ce blogueur très actif sur Twitter et très influent est détesté par la Mosquée de Paris pour avoir mis au jour de louches affaires liées à la viande halal. …
Le Conseil français du culte musulman (CFCM), lui, a dû faire contre mauvaise fortune bon cœur et voir revenir à la table des personnalités et des organisations qui avaient été éjectées au fil des ans. C'est le cas des recteurs des grandes mosquées, Kamel Kabtane de Lyon, par exemple, et d'un certain nombre d'imams représentatifs sur le terrain, comme Tareq Oubrou à Bordeaux. **Le sommet de Beauvau signe aussi le retour de l'UOIF (Union des organisations islamiques de France, la branche française des Frères musulmans)**, et cela, même si l'organisation n'est guère appréciée du Premier ministre, Manuel Valls. **Il élargit aussi le cercle à des organisations de la société civile en conviant le turbulent CCIF (Comité contre l'islamophobie en France) et le puissant Secours islamique, très investi dans l'humanitaire….**
Libération